

Anim'Acteur

Le journal des acteurs et actrices de l'Animation

CEMEA
Pays de la Loire

Dossier Education Populaire

SOMMAIRE



- * Education Populaire,
Journée de fête et résistance ... p 1
- * Former des animateurs
militants, c'est impossible,
alors faisons-le ! p 3
- * Parcours de vie p 6
- * Optimiser l'alternance p 11
- * Nantes 2009 : Rencontres
Mondiales du Logiciel Libre ... p 12

6 JUIN 2009 : Education Populaire , Journée de fête et de résistance

BARAKASON, centre socioculturel du château à REZE (44)

Journée organisé par les CEMEA, GAIA compagnie, FRMJC.... Le collectif est ouvert. Pour le rejoindre, contacter les CEMEA.

CONTEXTE

Appel des appels: « Alors que nos métiers respectifs, qu'il s'agisse de la santé, du soin, du travail social, de l'éducation, de la recherche, de la justice, de l'information et de la culture, subissent une attaque sans précédent de la part du gouvernement -alors que les appels de réaction et de protestations sont lancés par dizaine dans le pays – le temps est venu, nous semble-t-il, de coordonner ces différents mouvements et d'en tirer tout le sens politique... »

Education Nationale

Remise en cause du RASED, des moyens des associations complémentaires de l'école publique, suppression de postes d'enseignants, suppression des IUFM avec à la place une formation universitaire et les questions pédagogiques mises au second plan ...

Jeunesse, sports et vie associative

Démantèlement du ministère, fermeture de l'INJEPS (institut national Jeunesse Education Populaire et Sports), de plusieurs CREPS. Au niveau du budget 2009 de l'Etat la ligne de la JVA

(Jeunesse et vie associative) diminue de -11,5% et au sein de cette ligne les conventions pluri annuelles d'objectifs baissent de 15%.

Agriculture et animation rurale

Pour l'agriculture c'est la suppression pure et simple de la ligne "Animation rurale". Cela veut dire qu'il n'y a plus aucune subvention, ni aucun poste FONJEP pour les Foyers Ruraux, les MRJC, les Familles Rurales... par le ministère de l'agriculture.

Travail Social

Malgré les bonnes intentions affichées dans les textes de loi, les usagers sont souvent instrumentalisés et considérés comme consommateurs. Le travail même d'accompagnement, au long cours n'est plus de mise. Il faut du rendement dans l'immédiateté. La rentabilité prime sur le souci de l'usager. Et d'ailleurs, qu'est-ce que la « rentabilité », dans notre secteur ? On observe un décalage entre la prise en compte des besoins des personnes accompagnées et les logiques technocrates des personnes. On assiste à un manque de reconnaissance de la souffrance au travail, en même temps qu'à un manque de reconnaissance des compétences de chacun...

Ministère de l'Intérieur et politique de la ville

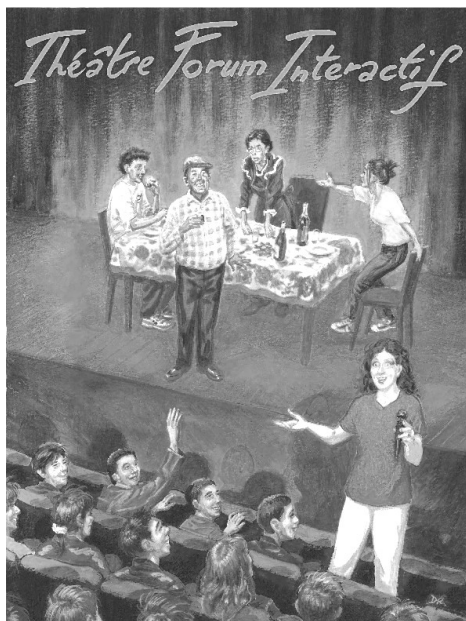
Il en va de même au Ministère de l'Intérieur avec l'annonce de la réforme de la dotation sociale urbaine (DSU) qui va à l'encontre du " plan espoir banlieues " présenté l'année dernière par le Président de la République. C'est tout l'accompagnement culturel et social dans les quartiers qui va être touché donc beaucoup d'associations d'éducation populaire qui agissent dans ce cadre là.

Psychiatrie

Les paroles de peur et de haine, la confusion entre maladie et criminalité entretenue par l'exploitation éhontée de faits divers ont cette fois été massivement dénoncées. Il s'agit pour nous de refuser la logique sécuritaire contreproductive en luttant contre la banalisation des mesures de contention; de promouvoir une formation digne de ce nom des psychiatres et des infirmiers; de sortir de la tyrannie comptable destructrice du temps nécessaire à l'écoute et au travail thérapeutique; de dénoncer une dérive vers l'obligation juridique et administrative aux dépens du cadre humain qu'il nous faut soutenir et réinventer dans bien des domaines.

Culture

Le budget d'austérité proposé par notre ministre de la Culture et de la Communication et par le Premier ministre, ainsi que les arbitrages annoncés, les perspectives sombres des futurs budgets bientôt triennaux nous alarment à juste titre. La part de la culture représente déjà moins de 1 % du budget de l'État. Comment accepter que le budget de la culture soit encore révisé à la baisse ? Cinquante ans de politiques culturelles innovantes et audacieuses ont permis la création d'un maillage culturel territorial quasiment unique au monde. Des salles de cinéma, des théâtres, des bibliothèques, des lieux de spectacles et d'expositions, des orchestres, des artistes de toutes formes d'expression artistique (théâtre, danse, musique, cinéma, arts visuels, arts du cirque et de la rue...) qui se déplacent sur tout le territoire, des associations, des festivals et manifestations liés à tous les arts, permettent partout en France, à un vaste public de rencontrer des œuvres, leurs auteurs et interprètes.



International

Pour garantir la soumission et la responsabilisation de l'ensemble des institutions financières et commerciales internationales au droit international, à la Charte des Nations unies et aux obligations concernant la protection internationale des droits humains, et de l'environnement par des mécanismes de contrôle, de suivi, d'évaluation et de sanction adéquats...

A recentrer la politique française de coopération au développement sur la réalisation des objectifs de lutte contre la pauvreté et le respect des droits humains fondamentaux en commençant par consacrer au minimum 20% de l'APD française au financement des services sociaux de base ; à renforcer le contrôle démocratique sur la politique de coopération internationale de la France en élaborant des mécanismes concrets de contrôle parlementaire et en associant de manière systématique la société civile à la définition et la mise en œuvre de l'aide française dans les pays en développement...

Pour retrouver tous les APPELS:
<http://www.appeldesappels.org>

Au préalable il convient de rappeler que cette journée s'inscrit dans le cadre de multiples mobilisations. Ces mobilisations ne se mettent pas en concurrence, au contraire! Ce constat n'enlève pas le besoin de fédérer nos initiatives, de créer des ponts, des convergences... Des espaces existent déjà: des appels (l'Appel des appels, l'appel de Rennes, l'appel des associations complémentaires de l'école publique, « Un pays, une école, un avenir »...) des espaces de rencontres existent déjà (CRAJEP...), des dates sont déjà repérées comme des espaces possibles d'échanges, de constructions (Jeunesses en région, Nantes le 19 et 20 Mars...)

Les objectifs de cette journée du 6 Juin :

- permettre la rencontre entre militantEs
- de prendre conscience de la globalité des attaques actuelles
- d'affirmer le sens et l'intérêt de l'existence d'un secteur associatif, de l'éducation populaire
- réfléchir à des stratégies communes de revendications, d'existences...

La méthode proposée : du théâtre forum à l'assemblée théâtrale

Théâtre Forum

Elle est composée par le regroupement de Compagnies qui utilisent toutes et dans le même esprit, le théâtre institutionnel comme méthode d'intervention sociale.

Construire des maquettes jouées à partir de situations de la vie quotidienne et examiner concrètement les alternatives à ces situations par une prise de rôle en personne, telle est la base de ce travail qui convoque ses participants à s'impliquer activement.

L'usage du théâtre dans sa dimension non-spectaculaire a pour fonction d'explorer les mécanismes institutionnels qui sont à la base de la constitution du lien social, plus particulièrement par un travail et une réflexion pratiques à propos de la gestion des conflits, conduisant à meilleure appréhension de la citoyenneté. L'examen des conséquences possibles du changement, produit la capacité pour les participants à modifier les comportements, améliorer les processus de communication entre les individus et les groupes. Elle conduit à une prise en charge individuelle et collective des éventuels dysfonctionnements et leur traitement par les protagonistes eux-mêmes. Lieu de paroles et d'écoute coopératif, l'espace symbolique ainsi construit, clarifie les enjeux et protège ses participants.

Au vue du nombre de personnes attendues : l'assemblée théâtrale

Des groupes variés (dans les professions, les statuts, les associations..) sont invités à réfléchir à une problématique de façon transversale. Le travail s'effectue en ateliers. Les ateliers sont transversaux mais peuvent aussi avoir des axes d'entrée différents: éducation, culture, finances, loisirs... En assemblée théâtrale, tous les groupes se retrouvent en plénière afin de présenter les saynètes qui illustrent leur réalité ainsi que leurs difficultés. Le jeu par le rôle et le débat permettent une meilleure compréhension de la problématique de chaque groupe. Chaque groupe s'engage, en conclusion, à répondre aux 3 questions : ce que nous avons appris, compris, ce que nous proposons à notre groupe de pairs comme aux autres. Le bilan de cette intervention peut donner lieu à un relevé de conclusions. Ces conclusions peuvent être transmises, divulguées. Des suites peuvent être envisagées : à l'assemblée de choisir.

SOIREE CONCERT

Former des animateurs militants c'est impossible , alors faisons- le !

Philippe Segrestan
Responsable du secteur « Animation professionnelle » des CEMEA

Maintenant que même les assureurs se déclarent militants, il n'y a plus de risque à oser accoler formation et militantisme et pas davantage à prétendre former des animateurs militants. Nous ajoutons ainsi à la prétention de vouloir former une personne une autre prétention, celle de former un militant, pire encore un professionnel militant.

La nouvelle donne de la FP : un pas en avant, deux pas en arrière.

Les CEMEA ont été chargés en 2005 par le ministère de la jeunesse et des sports d'une étude intitulée « Visées et démarches pédagogiques des organismes de formation d'animateurs relevant de l'éducation populaire ». Il s'agissait d'explicitier quels types d'animateurs professionnels souhaitent les associations d'éducation populaire, et quels sont les fondamentaux pédagogiques des organismes de formation d'animateurs qui se réclament de l'éducation populaire.

Cette étude avait pour contexte la rénovation des diplômes professionnels de la filière du ministère de la jeunesse et des sports. Cette rénovation engagée depuis 1998 vise à adapter les diplômes aux évolutions des pratiques et des besoins d'animation, mais aussi à contribuer à l'action gouvernementale pour l'emploi. Les diplômes rénovés sont construits dans une logique de compétences conforme aux pratiques européennes de formation professionnelle : construction modulaire permettant des allègements, articulation avec la VAE, classifications comparables des formations.

Les mouvements d'éducation populaire sont critiques sur cette rénovation. Les désaccords exprimés portent sur :

- La logique de compétences : les actes professionnels ne prennent de sens que s'ils sont orientés par des valeurs et des savoirs être qui ne figurent ni dans les fiches descriptives d'activité ni dans les référentiels de certification. En conséquence une dérive de technicisation des diplômes et des formations est dénoncée.

- La logique de la formation modulaire et de l'individualisation : les candidats ne se forment que sur les compétences qui leur manque ! Mais qui juge des manques : l'employeur, le financeur, le formateur, l'animateur ? Et dans cette logique du minimum qu'advient-il du développement personnel ?

Si les associations voient dans ces logiques la possibilité de faire accéder nombre de professionnels en poste à une qualification reconnue, elles expriment aussi des inquiétudes fortes sur les risques d'un morcellement de la formation globale d'animateur. Les séquences restant à vivre en centre de formation permettront-elles de former un animateur d'éducation populaire, et pas seulement un animateur technicien venant chercher des compléments techniques identifiés dans une démarche de VAE ou dans le cadre d'un « positionnement » préalable à l'entrée en formation ?

Quels types d'animateurs souhaitent les associations d'éducation populaire ?

Des animateurs qui maîtrisent le sens de l'action
Cette revendication première du sens peut paraître un peu incantatoire, mais elle s'explique tout au long de la déclinaison des compétences attendues. Maîtriser le sens de l'action est caractérisé par des références aux fondamentaux de l'éducation populaire :

- Une attitude de questionnement permanent entre les pratiques concrètes et les finalités.

- Une confiance dans les possibilités des publics à prendre en charge leurs activités, leur vie sociale, et leurs milieux de vie.

- Une volonté de contribuer au développement des personnes et à la transformation sociale.

Pour autant comprendre le sens de l'action n'est ni un préalable à l'entrée en formation, ni le résultat d'un prosélytisme abusif des organismes de formation. Il s'agit plutôt d'une construction progressive faite par chaque animateur à partir de ses acquis personnels, de ses valeurs, et de ses positionnements idéologiques plus ou moins formulés.

Des animateurs qui soutiennent la vie associative

L'animateur professionnel est posé comme un acteur central de la vie associative. La spécificité recherchée de son intervention réside dans sa capacité à soutenir la vie associative sans chercher à la confisquer. On retrouve ici une caractéristique du métier : celui qui étymologiquement donne la vie ne doit pas se poser comme un guide qui marche devant mais davantage comme un accompagnateur favorisant l'autonomie. Cette capacité à animer la vie associative se décline aussi bien en direction des élus associatifs, dans leurs fonctions politiques et gestionnaires ou de conception de projet, qu'en direction des adhérents. Dans les deux cas il est souhaité que l'animateur contribue selon sa place et ses responsabilités à éclairer les choix, à organiser les moyens pour que vive l'engagement associatif. Ainsi l'animateur joue-t-il aussi un rôle invitant à l'évolution des structures.

Des animateurs qui conduisent des démarches participatives et d'accompagnement de projets

Ces démarches constituent les modes d'intervention privilégiés recherchés par les structures de terrain. Le résultat attendu d'une animation n'est pas apprécié indépendamment de la démarche suivie, ce n'est pas tant le point atteint que le chemin parcouru qui est recherché. A ce sujet les associations distinguent clairement la méthodologie du projet (entendue comme une chronologie des étapes) de l'accompagnement du projet. Cette dernière formule exprime que la place la plus importante reste celle des acteurs du projet. Cette intention vaut quel que soit l'âge, les handicaps ou les caractéristiques des publics concernés.

Des animateurs engagés

L'animation professionnelle au sein de structures d'éducation populaire suppose un engagement personnel. Cette affirmation est particulièrement délicate, car les deux termes, professionnel et engagement personnel, relèvent de deux sphères actuellement distinctes et souvent mises en opposition. Si cet engagement personnel ne saurait être recherché pour tous les emplois d'animateurs, la question se pose différemment dans le domaine de l'éducation populaire.

L'animation professionnelle est souvent présentée comme le prolongement professionnel de l'éducation populaire et donc marquée par une dimension militante. Dans ce sens l'animation, comme l'éducation populaire, postule une confiance (ou une croyance) dans la volonté et les possibilités des hommes de transformer le monde dans une perspective de progrès individuel et collectif. Amputer les actions d'animation qui se réfèrent à l'éducation populaire de cette dimension militante reviendrait à les réduire à la mise en place de techniques froides de soin, de loisirs, d'intervention sociale.

Des animateurs «accompagnateurs culturels»

Les animateurs doivent contribuer à l'accès de tous au patrimoine et aux pratiques culturelles. Ce rôle historique est couplé à des démarches qui ne se limitent pas à inciter ou à faciliter l'accès par des politiques tarifaires adaptées. C'est l'appropriation par les publics qui est revendiquée comme indispensable. Il ne s'agit pas simplement « d'emmener » les publics vers les lieux culturels ou de les mettre en situation de pouvoir exprimer leur créativité. Il importe que ces pratiques fassent sens pour les publics. Ainsi les animateurs ne se cantonnent pas aux formes officielles ou dominantes de la culture, les pratiques les plus diverses sont prises en compte. Cette accompagnement culturel souhaite aller au delà de la

promotion de « consommateurs éclairés », il s'agit de s'appuyer sur l'agir, sur l'émotionnel, sur les pratiques d'expression pour que s'établisse une véritable rencontre entre les personnes et les différentes formes artistiques et culturelles. Cette action pour la culture pour tous comme composante du métier d'animateur est perçue par les associations comme difficile et complexe. Elles sont particulièrement sensibles aux carences constatées chez les animateurs lors des parcours de formation. Toutes mettent en avant la nécessité de lier le développement culturel vécu pendant la formation avec les fonctions d'accompagnement de l'animateur professionnel.

Des animateurs qui maîtrisent des techniques d'activités
Les structures se réclamant de l'éducation populaire refusent que la technicité dans la conduite des activités prenne le pas sur le sens de l'action, pour autant, ils ne la sous-estiment pas. Sur ce point, ils reconnaissent que le nouveau diplôme de niveau IV de jeunesse et sports, le BPJEPS



Quels sont les fondamentaux pédagogiques des organismes de formation d'animateurs qui se réclament de l'éducation populaire ?

Pour certain, leur intervention dans la formation d'animateurs a longuement précédé la création des diplômes par l'Etat. Fort de cette antériorité, ils revendiquent la pertinence de pratiques et d'options pédagogiques construites au fil des années.

Cette pédagogie s'exerce dans un contexte de plus en plus contraignant. Il faut articuler les orientations des mouvements d'éducation populaire avec les cadres des diplômes, les besoins actuels et émergents des terrains, les caractéristiques actuelles des publics en formation, les politiques décentralisées de l'emploi... Des responsables de formation estiment que le point de rupture est proche.

Tous ces organismes formateurs considèrent leurs pratiques pédagogiques comme des leviers de transformation des personnes et des pratiques de terrain. Ils refusent globalement de se situer dans une simple réponse et adaptations aux besoins des terrains. Ils ne visent pas à former des professionnels pour tous types de structures, mais plutôt des animateurs qui s'impliqueront dans des structures s'inspirant des visées de l'éducation populaire.

Ce qui est à la base de leur engagement dans les actions de formation professionnelle d'animateur leur semble actuellement remis en question. Certains s'interrogent même sur leur avenir dans ce domaine de la formation. Lors des entretiens liés à l'étude les organismes ont aussi témoigné d'une autocritique à ce sujet et reconnaissent n'avoir pas toujours, pour des raisons diverses, gardés le cap de leurs engagements initiaux.

Si les pratiques pédagogiques des organismes de formation issus de l'éducation populaire ne sont pas monolithiques elles restent fondamentalement convergentes sur les options suivantes :

Place et rôle du groupe dans la formation et le métier

La dimension du groupe comme élément déterminant du processus de formation et du métier d'animateur d'éducation populaire est souligné par tous. Les pratiques pédagogiques de formation sont toutes fondées sur la mise à profit de la dynamique du groupe. Certains font explicitement référence à la pédagogie institutionnelle. Le groupe est présenté comme le moyen choisi de travailler dans les trois directions de la formation professionnelle : l'acquisition de connaissances, la distanciation et la théorisation de la pratique, le développement personnel. Le recours à la dynamique du groupe en formation est aussi justifié par le métier d'animateur lui-même. Les animateurs travaillant le plus souvent avec des groupes ils leur est indispensable de comprendre ce qui se passe au sein de ces groupes. Or cette compréhension doit être appuyée sur une expérience vécue, impliquée. Ainsi le groupe est tout à la fois moyen et but de la formation comme il l'est de l'activité professionnelle. Cette option pédagogique est soutenue par des méthodes, des techniques : le théâtre forum, le rôle reconnu aux délégués des stagiaires, les pratiques de la pédagogie institutionnelle...

L'appui sur des réseaux professionnels et militants

Les actions de formation sont appuyées sur un travail régulier avec des réseaux de structures de terrain et avec des réseaux de professionnels et/ou de militants. Ce travail en réseau est identitaire, il garantit l'ancrage des organismes de formation dans la réalité des terrains et dans le courant de l'éducation populaire. Ces réseaux sont de natures différentes ; parfois il s'agit de personnes ou de structures qui font partie du mouvement d'éducation populaire organisateur de la formation, parfois il n'existe pas de liens institutionnels entre les membres du réseau. Dans tous les cas ils influencent et parfois contrôlent la conception voire le pilotage des formations. Les anciens stagiaires sont un vivier pour alimenter ces réseaux. Leur participation se comprend comme un échange mutuellement avantageux qui est à la base de leur engagement. Ils apportent aux organismes formateurs leur ancrage dans la réalité, une actualisation des formations, un suivi de l'évolution des besoins, une promotion des formations... En retour ces professionnels bénéficient d'espaces de mutualisation des pratiques, de veille pédagogique et réglementaire et parfois même de formation continue ou de lieux de recherche pédagogique.

L'alternance

Elle représente un mode de formation historique de l'éducation populaire, et sa généralisation dans l'économie globale de la rénovation des diplômes est appréciée et vécue comme une reconnaissance de l'un des fondamentaux pédagogiques défendu par les organismes de formation. L'alternance est une base incontournable pour la promotion sociale. En reconnaissant et en s'appuyant sur le parcours et l'expérience, elle permet et favorise une dynamique de développement. Les organismes de formation distinguent deux types d'alternance :

- Une alternance juxtapositive caractérisée par l'existence de terrains de stages où le stagiaire est impliqué temporairement.
- Une alternance intégrative caractérisée par l'implication permanente du stagiaire en formation comme salarié de la structure de terrain.

Dans tous les cas la qualité du terrain d'alternance est déterminante dans le processus de formation : possibilité d'expérimentation, clarté des missions, présence de cadres capables d'accompagner le formé, possibilité de mobiliser des moyens adaptés au projet, aux missions.

Le développement et la transformation personnelle

Les organismes de formation visent explicitement deux dimensions indissociables et complémentaires : formation du professionnel et développement/transformation personnelle. Si la formation du professionnel est partagée par tous les organismes de formation, le développement et la transformation personnelle sont revendiqués comme une spécificité.

Comme toute formation préparant au travail sur ou pour autrui la formation d'animateurs pose de manière explicite ou implicite des questions de valeurs, d'éducation et d'options politiques.

Les animateurs professionnels mobilisent des valeurs comme la solidarité, l'altérité, ou la confiance en les possibilités de progrès des personnes. Le regard posé par un professionnel sur son public dépend de ses valeurs personnelles, elles vont orienter ses interventions. Travailler ces valeurs renvoie nécessairement à la sphère personnelle. La formation est un lieu de conscientisation des valeurs.

Le travail sur ou pour autrui a besoin de conceptions éducatives pour s'orienter. Aider les individus à « faire société » conduit tout naturellement à des questionnements de nature politique. Cette réflexion politique est parfois délaissée ou esquivée par les professionnels. Certains aimeraient la tenir à distance, ou la renvoyer au pré carré personnel. Les organismes de formation de l'éducation populaire entendent s'opposer à cette illusion de neutralité. La formation est un lieu où cette attitude générale de méfiance envers la dimension politique du travail est combattue, car les problèmes sur lesquels le travail d'animation veut agir sont éminemment politiques.

Si la formation ne vise pas à inculquer des options politiques, en revanche elle doit proposer des situations permettant aux stagiaires de produire leurs propres positionnements. Loin d'être neutre, la formation met en tension permanente actions concrètes et options politiques.

Ces trois aspects ne sont pas une caractéristique exclusive des métiers de l'animation. Cependant, dans le secteur étudié, ces constituants de l'activité professionnelle se rencontrent dans chaque acte concret. En conséquence, il appartient au processus de formation se réclamant de l'éducation populaire de les inscrire dans le bagage du professionnel.

Ce travail sur les valeurs, l'éducatif, et le politique procède par petites touches successives, il nécessite du temps. La transformation personnelle génère des résistances qui ne se dépassent que dans la durée. Tous les moments de la formation y contribuent, les temps de vie quotidienne et collective mais aussi les relations informelles entre stagiaires et formateurs. Puisque pour l'éducation populaire le métier d'animateur est de contribuer à la transformation des publics, en conséquence l'animateur en formation doit se confronter lui-même à ce travail.

Des formateurs praticiens engagés

Les formateurs sont présentés comme étant en phase avec les finalités des mouvements d'éducation populaire. L'engagement personnel, l'adhésion aux options de l'éducation populaire ainsi que les expériences professionnelles personnelles antérieures comme animateur sont valorisés et revendiqués comme une spécificité et comme une garantie de sens et de compétences. Cette quasi cooptation des formateurs est nuancée par l'introduction dans les équipes de quelques personnes issues d'un autre trajet. Les organismes insistent sur la différence entre formateur et enseignant pour bien marquer que leurs intentions ne se résument pas à la transmission de savoirs, mais s'étendent aux actes professionnels et à la transformation de la personne.

Le travail collectif des formateurs est valorisé. La qualité pédagogique des actions relève davantage d'une équipe et d'une mutualisation des pratiques que des compétences individuelles des formateurs. Globalement les organismes sont insatisfaits de la non prise en compte de ces compétences collectives des équipes par les services instructeurs de la jeunesse et des sports, alors que ces notions d'équipes et de collectifs sont à la base de leur fonctionnement.

Dans cette logique collective les formes de travail des formateurs ne se cantonnent pas au face-à-face pédagogique avec les stagiaires. Ils sont aussi à des degrés divers, selon leur niveau de responsabilité, les animateurs de la vie des réseaux de professionnels et des structures d'animation sur

lesquels sont appuyées les actions de formation.

L'avenir de l'éducation populaire dans la formation de professionnels engagés

Nul ne conteste que l'éducation populaire a joué un rôle de pionnier dans la formation professionnelle des animateurs et d'autres intervenants : infirmiers en psychiatrie, moniteurs éducateurs et éducateurs spécialisés... Faut-il aujourd'hui tourner cette page, reconnaître ce savoir faire pour mieux passer la main à d'autres organismes publics ou privés de formation ? Pour l'éducation populaire, revendiquer une place dans la formation des animateurs nécessite d'affirmer une conception du métier d'animateur et des options pédagogiques originales pour leur formation.



Les principes pédagogiques présentés sont bien affirmés par les associations formatrices de l'éducation populaire. Mais, qui s'en étonnera, derrière le discours sincère, officiel, les responsables associatifs n'esquivent pas les difficultés à mettre en œuvre ces principes.

Sur le plan économique les associations assurent leur équilibre en répondant aux appels d'offres des conseils régionaux. Les tarifs acceptés car contraints ne permettent pas toujours d'assurer la qualité et la pérennité des actions. Les liens avec les réseaux ne sont pas toujours travaillés pour enrichir la réflexion sur l'évolution du métier. Les options de l'éducation populaire présentes sur les plaquettes institutionnelles et les sites internet masquent parfois des formations uniquement techniques où les questions du sens sont peu débattues. Dans la pénurie des moyens le souci de la promotion sociale et du développement des personnes est bien souvent un vœu pieu. Pour que l'éducation populaire continue son travail dans la formation de professionnels l'appel au passé ne suffit pas, ce sont les pratiques pédagogiques actuelles qui doivent être à la hauteur des engagements.

Enfin c'est aussi en affirmant une vision spécifique du métier d'animateur que ces organismes de formation et continueront d'influencer l'ensemble de la profession. Ils n'ont pas vocation à former des professionnels tout terrain. Au contraire leurs forces est d'être choisis par les professionnels qui veulent se former et par les structures de terrain. Et ils seront d'autant plus choisis qu'il afficheront et assumeront leur spécificité, celle de l'engagement humain et politique de l'éducation populaire.

Parcours de vie

Extraits d'une interview réalisée auprès de Monsieur Philippe Thomas, Directeur de L'OMJ de Saint-Nazaire, au mois de mai 2007, par des stagiaires de la promotion BPJEPS Loisirs Tous Publics

Comment et à quel moment êtes vous entré dans l'Education Populaire ?

Philippe Thomas : Pour pouvoir répondre précisément avec une date à une question comme ça, il faudrait définir l'Education Populaire comme étant quelque chose dans lequel on entre. Or, pour moi l'éducation populaire ce n'est pas qu'une institution, ce n'est pas qu'une réalisation. Cela touche à des réseaux c'est vrai, à des organisations, mais ça touche d'abord à des choses que je considère plus de l'ordre de la philosophie, que je regarde sous l'angle des valeurs. Je retrouve dans l'éducation que m'ont donnée mes parents des choses qui me semblent être de l'ordre de l'éducation populaire, donc, depuis ma plus tendre enfance. Après, concrètement, est ce que il y a eu un moment où j'ai eu l'impression de rentrer là dedans ? A 19 ans j'ai fait ma première colonie de vacances. Avant, en mai 68 j'avais 18 ans et j'encadrais des enfants de grévistes dans les usines de Nantes quand les parents participaient aux réunions d'assemblées générales ou manifestaient. Nous nous occupions des gamins en tant qu'étudiants. C'était des choses qui, à mon avis, peuvent avoir trait à certains aspects de l'Education Populaire ; donc c'est à ces âges là : 18-19 ans.

Dans les années qui ont suivi j'étais membre d'une association qui alphabétisait les immigrés sur les chantiers de HLM de Nantes. C'était un lieu extraordinaire d'échange de savoirs.

Vous avez eu conscience tout de suite que vous étiez un acteur de l'éducation populaire, ou plus tard ?

Philippe Thomas : Je n'avais jamais entendu de gros mots pareils ! C'est bien longtemps après que j'ai entendu ces mots là. Lorsque je faisais mes formations moniteur de colo et moniteur de camps d'adolescents (avant la création du B.A.F.A.), Là on commençait à mettre des mots sur des idées.

Quelles sont vos pratiques ?

Philippe Thomas : Aujourd'hui il y a des choses que j'ai faites, que je fais moins maintenant, mais que je pourrais refaire demain.

C'est dans le choix de mon travail, c'est dans le choix de mes engagements bénévoles. Dans chacun de ces registres il y a des pratiques que j'identifie à l'éducation populaire. Ces pratiques tentent de faciliter la promotion des personnes en tant qu'individus, que chacun puisse avoir une promotion ; c'est à dire une reconnaissance par son environnement, une amélioration de sa situation et de ses capacités. Dans mes pratiques quand je peux poser des actes qui facilitent, ça me fait toujours plaisir, ça me rend toujours plus heureux. Je cherche souvent à aider des gens à organiser à s'organiser particulièrement dans les associations. Il y va de la promotion de chacune des personnes, c'est-à-dire reconnaître des choses auxquelles elles croient, pouvoir monter des productions, des activités, des choses qui leurs sont valables, qui leurs tiennent à cœur, qui améliore leur image. C'est vrai aussi bien chez les autres qu'en eux.

J'ai été président d'association pendant un temps et j'entendais dire autour de moi « il n'y a plus de bénévolat, les gens ne veulent plus s'impliquer dans les associations etc.... ». Je disais alors : « vous vous trompez, les gens sont tout à fait intéressés, disponibles, aptes à s'engager. ». Je suis heureux d'avoir prétendu ça parce que je crois avoir développé

beaucoup de bénévolat autour de moi. Il ne fallait pas inventer cinquante mille façon de faire : premièrement, il fallait que les gens aient du plaisir à venir que ce ne soit pas pour se prendre la tête, se taper sur la gueule, il fallait que ce soit convivial d'abord, que ce soit agréable, et puis deuxièmement, que se soit l'occasion d'apprendre des choses : dire aux gens « venez, vous allez avoir la possibilité d'apprendre des choses que vous ne connaissez pas », par exemple en échangeant des savoirs.

Dans ma fonction de président j'ai entendu un jour quelqu'un me dire : « ça m'intéresserait bien d'apprendre à faire les bulletins de paye ». Nous avions trois salariés, trois animateurs. On a modifié le Bureau, on y a créé un poste de responsable du personnel. Cette personne avait en charge de s'occuper des contrats des gens, des bulletins de paye, etc... Elle n'y connaissait rien mais on s'y est mis ensemble, on a regardé et puis elle a appris à faire des bulletins de paye. Un autre jour, quelqu'un est venu me dire « ben moi je cherche un endroit pour apprendre l'informatique » (parce que à l'époque c'était le début de l'informatique). On a trouvé un P.C. et j'ai proposé à la personne de mettre la liste des adhérents dans une base de données. On est partis comme ça et deux ans après, tout était informatisé dans l'association.

De mon côté je participais à une activité de l'association. Dans le groupe il y avait une copine de 45 ans qui avait toujours travaillé dans la même boîte. Tout d'un coup, elle est licenciée. La fille devient complètement déjantée, plus aucun point de repère. Avec un copain on lui a proposé de venir nous filer un coup de main dans le Conseil d'Administration. Cette fille là est restée trois ans au Conseil d'Administration jusqu'à ce qu'elle ait retrouvé du boulot. Elle a fait une formation entre temps tout en discutant avec nous en cherchant des tuyaux. Surtout elle a fait des choses qui lui plaisaient. Elle nous a dit après que c'est grâce à ça (qu'elle a passé une étape terrible de sa vie) qu'elle a pu redresser sa situation. Elle n'avait pas de famille, elle vivait seule et là, elle s'était sentie encouragée, entourée, conseillée. Puis, elle a passé l'étape et elle est repartie sur autre chose. Je pense que c'est de l'ordre de l'Education Populaire.

Après sur un thème plus professionnel je me suis trouvé mêlé à tous les dispositifs d'insertion des jeunes de 16-18 ans. Ça a commencé en 83, Les garçons n'étaient pas obligés d'aller à l'école après 16 ans mais, pour pouvoir partir au service militaire ils étaient obligés d'attendre 18 ans et devancer l'appel. Donc, de 16 à 18 ans, il n'y avait rien de prévu pour eux et parfois ils zoniaient dans les quartiers ou à la campagne; c'était les premiers stages d'insertion des 16-18 ans. Puis après on s'est posé la question des filles. Oui d'accord, garçons et filles de 18 ans mais pourquoi 18 ans ? Et les 18, 20, 21 ans ? Alors on est passé aux stages des 16-21 puis aux 16-25. Et bien oui les jeunes, mais les adultes et les chômeurs longue durée maintenant... Donc à une période de ma carrière, j'ai travaillé sur tous les secteurs de l'insertion. Et au fur et à mesure, j'ai essayé de tirer ce qui pour moi, devant tous ces dispositifs et toutes ces grandes manœuvres, était intéressant du côté de l'Education Populaire, que les gens se solidarisent, s'organisent entre eux, ne passent pas leur temps à ne rien faire assis dans leur canapé devant la télé, qu'ils aient la possibilité de faire des choses qu'ils n'avaient pas pu avoir à l'école ou autour d'eux. De temps en temps ils pouvaient venir voir une entreprise et mettre un pied dedans et puis il y en a quelques uns qui finissaient par trouver du boulot. Parfois on nous a demandé d'aider ces personnes à donner un coup de mains. Elles devenaient utiles. Puis est arrivée la période du RMI avec Michel Rocard. Là, les Conseils Généraux ont eu en charge l'insertion des bénéficiaires du RMI. C'était un dispositif très individuel. Au départ les CG ne savaient pas comment faire, et en avaient chargé des assistantes sociales. De fil en aiguille, je me suis creusé pas mal la tête, j'ai cherché, j'ai discuté avec beaucoup de monde

et puis après, je me suis lancé dans les négociations. Même si ça peut paraître très prétentieux, je crois avoir été le premier en Loire Atlantique. Je travaillais à l'époque, à créer des actions qu'on appelle des actions collectives de dynamisation. Je proposais au Conseil Général qu'on regroupe les bénéficiaires du RMI qui ont un certain profil, et qu'on leur propose de venir au moins toutes les semaines au même endroit, à la même heure, pour qu'ils aient au moins ces repères dans leur vie. Ces activités concernaient les gens les plus loin du travail, qui ne sont pas du tout sur la problématique du travail. A partir de là, nous devions voir avec eux ce qui les accrochaient, ce qui les intéressait, ce qu'ils avaient comme problèmes à résoudre, de chercher des solutions à leur portée et intéresser les gens autour d'eux à leur existence et leur savoir-faire. Aujourd'hui, ça s'est beaucoup développé. A Saint-Nazaire elles sont conduites par les maisons de quartiers. Ca a démarré dans cette période-là et pour moi c'est l'éducation populaire qui a apporté quelque chose à une organisation administrative. Il est nécessaire pour réussir qu'on ait cette culture-là, un intérêt pour ces aspects et qu'on croit aux valeurs qu'il y a derrière.

Et c'était dans quelle association ?

Philippe Thomas : C'était l'UFCV Loire Atlantique. J'intervenais dans des réseaux : des associations, des communes, le Conseil Général. C'est vrai qu'à l'OMJ c'est plus indirect parce que là j'ai une fonction d'encadrement. Ce que je mets sous l'angle des pratiques d'Education Populaire s'applique aussi à l'encadrement.

Quand j'ai pris mes fonctions, il y a quatre ans et demi, j'ai regardé comment chacun se situait dans son boulot et j'ai aussi vu des bénévoles. A ce moment, est venue la question des temps partiels, je me suis dit que la priorité des priorités c'était de faire passer les gens à temps plein. Si je me suis fait cette réflexion car je me souciais de savoir comment les gens se comportaient. Manifestement beaucoup exprimaient du mécontentement et souvent du mal-être. Ils compliquaient l'organisation par leur comportement. J'ai commencé à traiter cette question par des entretiens individuels, pour être sûr de savoir ce que chacun attendait. D'après le souvenir que j'en ai, je voulais savoir comment chacun évoluait dans cette boutique pour être susceptible de progresser, d'avancer. J'ai intéressé évidemment les bénévoles et les élus à ce sujet. De mon point de vue ça a trait à l'Education Populaire.

La formation professionnelle est devenue ensuite indispensable parce que c'est le moment où on donne du sens au métier en passant d'un temps partiel à un temps plein. Je savais que pour les collègues concernés, dans leur vie personnelle ça donnait tout d'un coup plus d'importance au travail. Il leur arrivait quelque chose d'important. Le problème de la qualification se posait donc. Pour pouvoir progresser, il faut avoir une ouverture d'esprit, des compétences, il y en a qui ne trouvent pas tout seuls.

Quelle vision avez-vous de l'éducation populaire aujourd'hui ? Et quelle est son avenir ?

Philippe Thomas : L'Education Populaire portée par des fonctionnaires Jeunesse et Sports est très particulière. Je crois qu'elle est très menacée. Premièrement, elle est très institutionnelle, deuxièmement, elle est souvent portée par des valeurs traduites essentiellement dans le discours. Il y a sans doute davantage d'Education populaire dans le sport pour tous, les associations locales, des bénévoles (pas tous !). Le syndicalisme et l'Education Populaire instituée me laissent perplexes. Je pense que dans les actions syndicales, (les syndicats n'agissent pas tous de la même manière), il y a des choses qui ont trait à des valeurs de l'Education Populaire :

voir les gens dans leur situation de travail et les aider à progresser. Le problème c'est que le syndicalisme, comme toutes les institutions, a ses logiques d'institutions et chacun défend sa boutique avant la promotion de chacun des salariés. Il y a des rapports entre les syndicats et les pouvoirs politiques qui ne facilitent pas la clarté des engagements.

Par contre l'avenir de l'Education Populaire est sans aucun souci dans la mesure où elle prétend répondre à des besoins tellement essentiels de la population. Elle renaîtra toujours par d'autres moyens quand les moyens actuels sont mis en cause.

Les gens n'ont pas besoin qu'on leur donne beaucoup de conseils ou des consignes pour s'organiser quand il y a quelque chose, ni pour se solidariser entre eux quand il y a des problèmes sociaux. Là où je suis complètement bien dans la profession d'animateur c'est quand on met en avant sa fonction d'Education Populaire. Je suis un peu fier car j'ai demandé et obtenu que soit fait référence à « la finalité éducative ou sociale » de l'activité professionnelle dans le décret de création du BPJEPS.



Vous voulez dire que quelque fois les valeurs de l'éducation populaire peuvent être bafouées ?

Philippe Thomas : En tout cas elles peuvent servir d'alibi à certains moments. Il y a un secteur auquel je pense qui, je crois, s'est rapproché de l'éducation populaire, c'est le tourisme social qui a été développé par les comités d'entreprises à la suite du Front Populaire.

J'ai travaillé dans une association à NANTES où on disait « mais à SAINT-NAZAIRE il y a une chose extraordinaire, il y a les comités d'entreprises des Chantiers ». C'était vraiment de l'Education Populaire « de fond ». C'était la plus grosse entreprise de France de séjours de neige. On disait « la Loire Atlantique a une chance formidable c'est le département qui est le plus loin des montagnes », A l'époque, tous les ans, le CE des Chantiers Navals organisait un week-end de neige dans les Pyrénées ou le Massif Central complètement gratuit. Toute la famille pouvait venir à condition qu'elle n'ait jamais mis les pieds dans la neige ». Ca, c'est de l'Education Populaire. Le tourisme social a eu cette dimension là de faire accéder des gens aux maisons familiales de vacances. Ca a pratiquement disparu. Ca s'est pris dans une logique ; progressivement il a fallu des équipements donc des investissements et puis s'est posé la logique de gestion des équipements. Il ne restait que des problématiques financières. En fait la raison c'était la crise du syndicalisme. Les responsables syndicaux n'étaient plus en prise directe sur les salariés.

Pour l'Education populaire, l'avenir n'est plus dans ces grandes actions, à l'échelon de la France, sur du tourisme comme ça.

Quelles sont les valeurs professionnelles qui vous sont propres et comment tentez-vous de les faire vivre dans votre quotidien ?

Philippe Thomas : Ce qui m'anime c'est la place de l'humanisme dans le développement de l'individu mais pas dans le sens chacun dans son coin ; la promotion individuelle de chacun permet de s'organiser, il faut se confronter avec les autres pour se promouvoir et il faut de la solidarité. C'est la solidarité qui permet de se faire reconnaître de chacun. Tout le monde doit pouvoir accéder à des compétences. Tout le monde a des compétences à utiliser et a compétence pour faire progresser les autres : solidarité et démocratie. C'est valable dans toute vie sociale, professionnelle ou non.

Interview de Nicolas Halgand, délégué syndical CFDT et animateur à la maison de quartier de la Bouletterie, Saint-Nazaire, réalisée par des stagiaires du BPJEPS LTP 44

Enquêteur : C'est quoi ton parcours de vie, qu'est-ce qui t'as fait arriver dans l'animation ?

Nicolas : J'ai démarré dans l'animation grâce à un mouvement d'éducation populaire qui s'appelle la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne). J'y étais Fédéral sur Saint-Nazaire, donc responsable de la JOC au niveau Nazairien. Longtemps avant, mes parents étaient très militants, soit syndicaux, soit par le biais de l'ACE l'Action Catholique des Enfants, donc c'est vrai, j'ai un peu suivi ce parcours là. Après, je suis arrivé en JFC et à partir de ce moment j'ai pris des responsabilités parce que je sentais que j'en avais envie et puis parce qu'en grandissant dans sa tête on a envie de faire avancer les choses.

Enquêteur Qu'est-ce que tu faisais concrètement à la JOC ?

Nicolas je m'occupais, au niveau de Saint-Nazaire, de tous les groupes qui existaient au niveau du Sillon, de la presque île guérandaise, au niveau de la Brière, au niveau de Saint-Nazaire, sur les ados. Il faut savoir que le passage de l'ACE à la JOC, on appelle ça les ados, ce qui est l'équivalent de l'adolescence dans la construction humaine.

Souvent, c'était un jeune qui s'occupait des ados, ils se réunissaient une fois par semaine ou une fois tout les 15 jours et moi mon rôle était de fédérer un peu tous ces bénévoles et de leur apporter des informations et aussi des choses concrètes qu'ils pouvaient ensuite réaliser avec leurs groupes de jeunes, avec leurs équipes etc. ... donc j'étais un peu le pilote au niveau de la région nazairienne pour ces jeunes qui avaient avec eux des plus jeunes encore dans leurs équipes.

Je faisais donc de la formation, de l'information, de la communication, de l'organisation de grand temps forts. Je n'étais pas tout seul, il y avait aussi les bénévoles et les responsables des équipes, mais on essayait de se regrouper une fois par trimestre pour que les gens, à la fois les gens de La Baule, de Trignac, les briérons puissent se retrouver dans un temps fort en commun ; c'est à partir de là qu'après avoir loupé mon bac, et ayant l'intention de le passer en candidat libre, je décidais de faire tout autre chose, j'ai fait mon service ville. C'est Bernard Tapie, en tant que premier Ministre de la ville, qui avait mis ça en place en 1991 ; j'ai donc débarqué sur la maison de quartier de Beauregard et la maison de quartier de l'Immaculée pendant 10 mois. J'ai passé mon BAFA et ensuite le BAFD etc.... donc voilà comment j'ai atterri dans le milieu de l'animation. Mais j'ai plus l'impression au jour d'aujourd'hui d'avoir été militant en mouvement d'éducation populaire dans ma jeunesse que je ne le aujourd'hui parce que maintenant en tant que professionnel, mon militantisme se vit plus dans la politique, ou le syndicalisme. J'ai été pas mal avec les FRANCAS pendant 5 - 6 ans et là j'ai décidé d'arrêter et de me consacrer plus à la partie professionnelle.

Enquêteur Là, tu nous dis que tu es moins militant dans l'éducation populaire, et justement, qu'est-ce que tu entends toi par éducation populaire ?

Nicolas. En tant que militant, je participais à des réunions avec d'autres qui la faisait vivre aussi ; par la JOC et ensuite les FRANCAS, j'avais des formations, je m'engageais aussi plus facilement sur des temps de réflexions sur des thématiques bien précises sur des temps de formations, et maintenant, ce n'est plus trop ma priorité. L'éducation, je la continue, mais maintenant je la vie, je suis un peu payé pour, voilà comment je fais la différence. Même si en tant que professionnel je fais de l'éducation populaire, ja reconnais que j'avais l'impression qu'elle m'apportait beaucoup plus quand j'étais bénévole, ou quand j'étais réellement militant que comme professionnel, c'est un peu la barrière que je met entre mon parcours d'avant et maintenant.

Enquêteur Et ça tu l'expliques comment, parce que tu es payé maintenant ?

Nicolas : Mes valeurs sont les mêmes, mais je sens que ce n'est pas pareil, et il faut être réaliste. Il fut un temps où on pouvait être professionnel et militant, maintenant j'ai l'impression qu'on professionnalise énormément les animateurs et, pour moi, on perd énormément, à côté. Je vois des collègues qui calculent leur nombre d'heures quasiment à la minute, des collègues qui veulent bien s'engager sur des formations mais seulement si elles sont rémunérées, des collègues qui se disent « je veux bien aller sur des temps de réflexions mais ces temps là je les récupère ». Je préfère être honnête maintenant, mon militantisme je le vis plus en dehors de l'animation, c'est à dire que je vais plus m'engager sur des associations politiques ou syndicales et moins maintenant sur l'engagement dans l'éducation populaire parce que je suis déçu. C'est clair, je trouve qu'il ne faut pas se leurrer, les dernières réunions que j'ai eu avec des gens de l'éducation populaire, tous étaient des professionnels et je n'ai pas retrouvé ce que j'ai pu vivre pendant pas mal de temps. Il faut savoir tourner la page et aller vers autre chose. Même si j'ai l'impression, entre autre par les CEMEA, qu'on en revient à mettre à plat ce qu'est l'éducation populaire, c'est vrai qu'il y a eu pas mal de réunions auxquelles on a été convié en tant que professionnels où je m'y retrouve moins, je sens qu'on est pas tout à fait sur la même longueur d'onde, j'ai pas l'impression de retrouver ce que j'ai pu vivre il y a quelques années dans mon engagement, dans mon militantisme.

Enquêteur : Donc si ce n'est plus de l'éducation populaire, qu'est-ce que ça serait alors si on ne peut plus appeler ça comme ça ?

Nicolas : Je pense que c'est toujours de l'éducation populaire, à mon niveau, ce que je fais au quotidien dans mon travail en tant qu'animateur socioculturel et en l'occurrence pour les jeunes 16-25 ans, je suis en plein dedans. Quand je suis en train de mettre en place une commission jeune pour permettre aux jeunes de pouvoir donner leurs avis, budgétiser, monter des projets, quand je suis des jeunes qui sont en train de créer leurs associations culturelles ou sportives, il y a de l'accompagnement, pour moi on est en plein dans l'éducation populaire, on n'est pas dans l'éducation nationale, on est bien sur quelque chose de réaliste, quelque chose de citoyen, quelque chose de la vie de quartier. Mais, j'ai l'impression que les gens, du moins la génération avec laquelle je travaille, les 16-25 ans, on n'est pas sur la même façon de vivre l'éducation populaire. A mon époque, l'éducation populaire, on était né dedans, on s'enracinait, on bourgeonnait par rapport à ce que les autres pouvaient nous apporter, maintenant, on est formaté, l'éducation populaire, c'est les CEMEA qui la propose, c'est les FRANCAS qui la propose, on est rentré dans une espèce de grille, on va aller chercher des associations pour essayer de mettre en place des temps de formation pour des professionnels, on va aller vers le CCP, voilà c'est bien, c'est formidable mais est-ce qu'on est obligé d'aller vers ça, les gens ne peuvent plus se faire leurs propres opinions de ce qu'ils peuvent vivre au quotidien et voilà, j'ai l'impression que c'est formaté.

Enquêteur Et toi, qu'est-ce que tu fais à ton niveau justement pour lutter et contrer ce formatage ?

Nicolas : Il y a le niveau professionnel et le niveau personnel. On va laisser de côté le niveau personnel. Au niveau professionnel, j'ai l'impression, par rapport à la responsabilité que m'a laissé la maison de quartier avec les 16-25 ans, d'essayer de leur faire prendre conscience de ça. Par exemple, mais sans dire que c'est grâce à moi, par rapport au discours que j'ai avec eux, j'ai l'impression qu'ils ne sont plus consuméristes et qu'ils essaient d'être acteurs et auteurs de leurs loisirs ou de leur temps libre et c'est ça aussi l'éducation populaire, leur permettre et leur faire prendre conscience qu'une maison de quartier ce n'est plus seulement du karting

ou du paint ball, il y a autre chose derrière, il y a un projet à soutenir.

Quand on a mis en place au niveau de l'équipe le projet social de 2006 à 2010, et j'ai eu la chance d'arriver en 2004, on a eu le temps de faire le bilan. La première chose que j'ai fait avec la commission jeune, des jeunes qui sont élus par leurs pairs, des jeunes qui représentent le conseil d'administration, on s'est mis autour d'une table et on a parlé des valeurs, c'est à dire la solidarité, la tolérance, le respect. On s'est demandé ce qu'on mettait derrière et on a essayé de les amener à des objectifs. Il y a des valeurs envers lesquels on croit et à partir de ces valeurs là qu'est-ce qu'on pourrait faire de concret. C'est aussi le projet de la structure. Moi mon idée, c'était de leur faire prendre conscience qu'il y a des beaux mots, souvent on les entend par les médias voir par les partis politiques ou les associations, mais concrètement ? On s'est donc mis autour d'une table, on a réfléchi et on a fait un projet pédagogique sur plusieurs années. J'ai eu l'impression dans ce mouvement des jeunes, et par leurs réflexions, qu'ils ont compris certaines choses. Un espace jeune une maison de quartier ce n'est pas seulement des activités. C'est vrai que ça a été un moyen, et voilà comment je vie l'éducation populaire professionnellement, c'est essayer de faire grandir ces jeunes et non pas de faire simplement que ce soit des petites fourmis ou des jeunes qu'on dirige mais faire en sorte qu'ils puissent prendre acte de tout ce qu'on peut leur apporter autre que l'éducation nationale, l'éducation parentale, il y a autre chose et ça ils en sont conscients.

Dans les discussions que j'ai eues depuis 3 ans avec eux jamais je n'ai parlé d'éducation populaire parce que je sens que ce n'est pas à la mode. Il faut arrêter avec toutes ces idées-mots à la mode, même si ça revient au niveau des professionnels, les associations prennent conscience qu'il est peut-être temps de dire l'histoire de l'animation, et c'est l'éducation populaire. Mais avec des jeunes on ne va pas parler de ça. Déjà le mot éducation ils ont du mal, éducation nationale, Zone d'Education Prioritaire, ce n'est pas un bon mot mais peut-être qu'un jour ça le deviendra, on peut leur expliquer l'éducation populaire par des choses concrètes.

Enquêteur Et concrètement qu'est-ce que tu fais pour leur faire comprendre ces valeurs là ?

Nicolas : J'ai l'avantage d'avoir comme outils la commission jeune. On se réunit une fois par mois avec un ordre du jour bien précis avec comme idée qu'ils puissent prendre acte de ce qui les entourent et aussi qu'ils puissent acter dans le sens où ils prennent les décisions. Obligatoirement, quand on en vient à prendre conscience de ce qu'il y a autour, et prendre une décision, il y a toute une démarche, une discussion et qui n'est pas si simple parce que ça peut durer des heures. C'est prendre conscience que tout n'est pas formaté, savoir comment on passe de l'idée au projet.

Il y a donc la commission jeune, sinon je travaille avec eux sur des projets de séjours ou autres. Ce n'est pas simplement leur

Philippe Segrestan, responsable du secteur « Animation Professionnelle » aux CEMEA

Parcours de vie et militantisme

Il faut changer le monde

Je suis issu d'une famille marquée par le militantisme politique. Tous les parents qui m'ont influencé étaient des militants politiques ou syndicaux. J'ai grandi en entendant des histoires terribles et passionnantes pour des oreilles d'enfant.

Le refus des injustices et la lutte étaient des bases indiscutables.

C'est dans cette filiation idéologique, parfois dogmatique, que j'ancre mon désir d'agir et de transformer l'ordre des choses. Un désir qui a probablement fondé mon engagement dans le travail social ou éducatif.

demander où ils veulent aller, ce qu'ils veulent faire, c'est aussi les amener à s'interroger entre eux, s'entraider, sans nécessairement que l'animateur soit là pour faire à leur place. Mon travail essentiel, surtout avec des 16-25 ans, ce n'est pas d'en faire des assistés, ils doivent prendre conscience eux-mêmes qu'ils peuvent faire des choses eux-mêmes, qu'ils ont dix doigts, un cerveau, il faut leur faire confiance, prendre du recul un moment et les laisser faire et puis ça part. Je me souviens quand je suis arrivé à la maison de quartier, la première chose que m'a dit un collègue « un bon animateur, c'est quelqu'un qui sait s'effacer », c'est ce que j'essaie d'appliquer maintenant. L'éducation populaire c'est ça, on n'est pas des maîtres à penser, il n'y a pas des gens qui doivent penser plus haut que d'autres, il faut donner conscience que chacun s'éduque à sa manière, chacun s'éduque avec les échanges qu'il a entre potes sur les bancs des galériens jusqu'à je ne sais pas quelle heure. Ils s'échangent sur le multisport en faisant une petite compète sans qu'il n'y ait un animateur mais en s'organisant eux-mêmes.

Je ne crois pas qu'il faut être démagogique ou autre, on sait très bien qu'il y a des choses qui se font sans nous et qui se font très bien, on est là à un moment donné peut-être pour faire prendre conscience qu'ils ont des possibilités, ils ont de la matière, et moi, j'ai envie de dire que le jour où tout ira mieux en France, ce sera quand il y aura moins de social, en l'occurrence le jour où chacun se prendra en charge et aura la possibilité de faire pour l'autre, c'est un peu ma conception. Je n'ai pas du tout appliqué cette façon de penser, de faire, quand j'étais directeur de club de jeunes, je crois parce que j'étais avec un public mineur, et un public en construction, je ne dis pas par là que les 16-25 ans sont construits, heureusement ils ont encore plein d'années pour se construire. Mais moi, j'en ai un peu marre d'entendre des professionnels et même parfois des jeunes qui disent « on ne fait rien pour nous, on est des victimes », j'ai l'impression que les professionnels sont parfois des victimes et les jeunes sont parfois des victimes aussi, je crois que pour casser tout ça, c'est un peu à eux-mêmes de se prendre en charge et c'est vrai que c'est un peu mon rôle, c'est donner tout les outils pour qu'ils s'accaparent les choses et pour qu'ils puissent progresser eux-mêmes sans qu'il n'y ait un maître à penser derrière, c'est mon travail.



Suspicion et rancœur envers l'école

Ma scolarité chaotique ne déboucha sur aucun diplôme, ni formation. Mes souvenirs scolaires sont essentiellement centrés sur la vie collective des groupes d'élèves (les jeux, les bêtises...) et parfois sur la relation affective avec un enseignant. L'école n'a jamais été pour moi le relais ou le déclencheur de l'envie d'apprendre. Je n'ai pas de souvenir où le plaisir d'accéder à la culture, aux connaissances soit lié à l'école.

Non pas que je n'y aie rien appris, mais plutôt que l'ensemble

des apprentissages ne recouvrait jamais un besoin, une curiosité, ni même un plaisir. Situation paradoxale pour un enfant et un adolescent curieux et lecteur de tout ce qui lui tombait sous la main.

L'adolescence amplifia le décalage entre mes intérêts et la scolarité. La vie sociale, politique et sportive m'offrira des possibilités importantes d'apprentissage, pendant que je continuerai à m'enliser dans l'échec scolaire.

Je garde de cette scolarité une solide méfiance vis-à-vis de l'école. Je ne la crois pas efficace pour tous, tant sur le versant de la qualification professionnelle, qu'en ce qui concerne l'accès à la culture. J'ai la conviction qu'elle ne doit pas être le chemin unique qui engage toute la vie.

Nombre de stagiaires que j'accompagne en formation et de collègues formateurs ont aussi connu une relation difficile à l'école et doivent dépasser cet échec pour renouer avec une logique d'apprentissage. La formation professionnelle m'apparaît comme une voie différente pour accéder autrement à la culture.

La formation se fait sur le terrain

Sans qualification reconnue, je commence à travailler en m'appuyant sur ma pratique sportive intensive. C'est en tant que jeune entraîneur de gymnastique pour enfants dans un club de la région parisienne, que je rencontre les premières questions pédagogiques.

C'est en encadrant des centres de vacances que je vais acquérir les bases du métier d'animateur et aborder vraiment les questions éducatives et pédagogiques.

Le centre de vacances est un espace particulier où la liberté d'expérimenter est réelle. Le travail en équipe y est concret, ce fut une découverte qui faisait rupture avec la scolarité et le travail "côte à côte" des entraîneurs du club. Ce sont surtout les dimensions de l'utilité sociale et de l'action culturelle qui y sont directement perceptibles. Même s'ils ne sont pas théoriques, les vecteurs essentiels de l'éducation : le milieu, l'activité, le groupe, le cadre, sont agis concrètement.

Dans ces lieux, la pertinence des projets et l'efficacité des organisations sont rapidement visibles. Les jeunes animateurs sont valorisés par la responsabilité des enfants qui leur sont confiés, cela renforce leur implication.

Aujourd'hui, je mesure l'importance des compétences acquises lors de ces séjours qui restent pour moi une référence déterminante de formation.



Les militants sont des formateurs

Ma formation d'animateur je la dois à Germaine Houriez, responsable de séjours de jeunes enfants, et militante de l'éducation populaire. Elle accordait la même attention à la qualité des séjours qu'elle dirigeait qu'au développement personnel des jeunes adultes de son équipe.

La rigueur du cadre de travail, la place laissée à l'initiative, sa présence et son soutien m'ont été un véritable espace de formation.

Au-delà de la simple préparation aux fonctions d'animateur, son influence a contribué à ma construction personnelle. C'est

probablement son engagement militant qui donnait cette ampleur à ses actions de formation.

La formation professionnelle, c'est aussi le développement personnel :

Après dix ans passés en occupant tous les postes possibles dans les séjours de vacances d'enfants et d'adultes, je décide de suivre une formation professionnelle. Je connais superficiellement les CEMEA par la lecture de leurs publications en direction des centres de vacances. Ils proposent une formation en alternance sur deux ans, je m'y engage.

Mon premier étonnement porte sur les rapports humains qui règnent dans le centre de formation, les stagiaires et les formateurs partagent une attitude de respect. La parole de chacun est écoutée et prise en compte. Le rapport à l'apprentissage est différent, il ne s'agit plus d'apprendre pour retenir mais de se construire des savoirs à partir des différentes formes de travail et des expériences pratiques.

Nous sommes tous des formateurs potentiels

Quelques années plus tard je suis sollicité par l'association des CEMEA dont je suis devenu un militant. J'intègre l'équipe de permanents d'une association territoriale des CEMEA qui compte une dizaine de salariés et une centaine de militants. Mes fonctions s'organisent sur deux axes essentiels : diriger des actions de formation et animer un réseau de militants.

Je découvre là le métier de formateur, les personnes qui viennent se former sont le plus souvent volontaires. Dans ce contexte particulier de l'engagement volontaire, les équipes de formateurs bénévoles sont efficaces. Le mouvement d'éducation, par son histoire et son expérience, fournit un cadre qui permet de concilier l'intervention de formateurs militants et de garantir la qualité des actions de formation.

Je suis séduit par le dispositif typique de l'éducation populaire où chacun peut, après une préparation adaptée, participer à la formation des autres.

Il y a là une organisation progressiste, porteuse de démocratie ; parce qu'elle refuse le recours systématique à l'expertise, elle fait de ce secteur d'activité l'affaire de tous.

Les professionnels forment les professionnels

Après cinq ans au sein de cette association régionale, j'intègre l'équipe de l'INFOP, (l'Institut de formation professionnelle des CEMEA en Ile-de-France). C'est la dimension de la formation longue, plus d'une année en alternance, qui est centrale. Ma pratique professionnelle antérieure me servira d'assurance pour poser la relation pédagogique.

Origine de classe et éducation populaire

Cette mise en perspective souligne la place et l'importance des pratiques militantes et d'éducation populaire dans mon parcours.

La question du militantisme se pose aussi en termes de but et d'objet : pourquoi militer et pour quelle cause ? L'échec de ceux qui sont partis à "l'assaut du ciel"

Pour ce qui est de l'éducation populaire, mon parcours, des centres de vacances à la formation professionnelle d'animateur en passant par les activités sportives et le militantisme aux CEMEA, me fait rencontrer constamment les acteurs, les structures et les activités de l'éducation populaire.

En rapprochant mon cheminement personnel et professionnel avec celui de mes camarades d'adolescence, je mesure l'importance, et l'impact qu'a eu sur moi l'éducation populaire. Y a-t-il eu constitution d'une dette à rembourser ? Au sens où le don qui m'a été fait entraînerait le contre don de mon activité et de mon engagement professionnel ? Il est probable que chercher à mieux comprendre ce qui s'échange dans l'engagement des militants de l'éducation populaire, c'est aussi continuer à comprendre ce qui s'est joué et qui continue de se jouer pour moi et réciproquement. Mon parcours m'invite à une attitude à la fois solidaire et démocratique pour que cette voie reste accessible à tous.

Optimiser l'alternance

Pour cet article, j'ai essayé de creuser en parallèle les fondations de mon parcours et d'un mouvement, celui de l'éducation populaire. Le rapprochement de ces deux histoires peut paraître artificiel (notamment par décalage chronologique !) mais j'ai été étonnée de constater certaines similitudes. En effet, de la même manière que les grands mouvements de l'éducation populaire trouvent certaines de leurs racines dans un regard critique sur la pédagogie traditionnelle, mon envie de devenir animatrice s'est forgée à la suite d'un parcours scolaire chaotique, se soldant par une entrée précoce dans la vie active. Le fait d'avoir été au cours de mon adolescence « animée » dans un contexte de pédagogie active pendant mes loisirs m'évoque la naissance des mouvements d'éducation populaire dans les années 30 avec l'émergence des activités de loisirs pour tous, le bénéfice des congés payés. De même, alors que ce métier d'animateur s'est professionnalisé au cours de ces dernières décennies, j'ai moi-même vécu cette professionnalisation : d'un statut précaire je suis passée professionnelle de l'animation.

Cette construction de mon identité professionnelle autour des valeurs de l'éducation populaire a été possible grâce à des rencontres et des moments de formation, et me permet d'exercer aujourd'hui mon métier de formatrice comme une animatrice dans une association d'éducation populaire.

Ma pratique actuelle de formatrice reste très ancrée dans les valeurs de l'éducation populaire et influencée par mon expérience professionnelle antérieure d'animatrice. Je me reconnais volontiers dans la définition de J-C. GILLET qui écrit : « Les premières formations à l'animation, plutôt fondées sur une idéologie politique (celle de la participation des individus à la vie de la cité) confondaient largement engagement militant et exercice de la profession d'animateur, dans la foulée de la tradition culturelle héritée de l'éducation populaire. »

Ma carrière professionnelle a été ponctuée de formations, tel un dispositif d'alternance. Me former tout au long de la vie fait référence à une « nourriture », à un besoin vital. La « nourriture » fait grandir, donne de l'énergie, alimente, pour se mettre en mouvement.

Je choisis donc, par ces modestes lignes, de jeter en pâture aux fauves que vous êtes quelques réflexions susceptibles d'alimenter le débat autour du dispositif d'alternance dans la formation professionnelle à l'animation.

Présente sur l'ensemble de la filière, l'alternance dans les formations au métier d'animateur est au quotidien, au centre de nos débats pédagogiques. Même si de nombreux ouvrages existent sur le sujet, le souhait de tendre vers des pratiques innovantes et performantes au sein des CEMEA, l'organisme pour lequel je travaille, fait partie des objectifs. J'ai donc animé une « recherche-action » tout au long de cette année. Le groupe de recherche était composé de tuteurs, de formateurs et d'anciens stagiaires. Nous souhaitions sortir de la routine dans laquelle nous nous étions installés. « Optimiser l'alternance », est devenu le sujet passé à la « moulINETTE » : réfléchir ensemble, nous, les trois concernés du sujet, à l'alternance souhaitée dans le futur, pour les promotions à venir : Créer, inventer de nouvelles relations entre les acteurs de l'alternance...

Dans la formation en alternance, le stagiaire va chercher les compétences, la culture et les connaissances nécessaires à l'exercice du métier qu'il apprend. Puisqu'il y a deux mondes partiellement mais nécessairement séparés, le problème à résoudre est donc celui de la « charnière ».

Des résolutions sont possibles, s'il y a bonne volonté et surtout reconnaissance de l'intérêt pour chacune des deux parties.

- Il doit pouvoir y avoir relation, spontanéité, ouverture et

réciprocité.

- Il faut établir des moments où « le centre de formation sort du centre de formation », où il intervient « hors les murs », et où le sujet d'étude est une situation réelle. Il faut établir un contact, une visite de stage, avec des objectifs clairement explicites et connus des personnes en formation. Ces contacts doivent s'inscrire dans une visée pédagogique.

On peut considérer que l'alternance peut être plus élaborée si un réel partenariat est travaillé, il s'agit dans ce cas d'une « alternance partenariale ».

La construction d'un partenariat authentique requiert une volonté commune d'agir ensemble pour qu'émerge un projet commun. Ceci ne se décrète pas et ne peut émerger que d'un attachement à un système de valeurs plus fondé sur la « différence » que sur la « concurrence ». En quoi suis-je différent de l'autre pour être « complémentaire » ?

Selon R. FONTENEAU

Chacun de nos espaces a ses règles d'organisation, sa symbolique, ses contraintes culturelles. Chaque acteur de l'alternance a ses propres représentations de l'autre lieu; selon le vécu des personnes, les représentations peuvent ne plus correspondre à la réalité du stagiaire. Tous les acteurs de l'alternance ont tendance à ne percevoir le partenariat que depuis leur point de vue intra-institutionnel. De plus, la relation entre ces différents acteurs se teinte de rapports de pouvoir, très clairement marqués lorsqu'il s'agit du rapport entre le stagiaire et son tuteur ou entre le stagiaire et le formateur ; le stagiaire se trouve dans les deux cas dans une position de dominé.

Pour lutter contre ces aspects, nous devons donc nous rencontrer tour à tour dans les différents espaces, pour actualiser nos représentations. Pour construire ensemble, il faut pouvoir « s'entendre », ne pas être totalement pris par les enjeux ou les représentations institutionnelles. Cette rencontre ne peut s'opérer qu'à partir du moment où chacun reconnaît une part de doute dans sa pratique.

Il faut un partenariat structuré autour d'un projet fédérateur, peut être écrit ensemble...

La formation des accompagnateurs de terrain et en centre : Pendant cette recherche, le collectif employait le terme

« accompagnateur » pour désigner les tuteurs et les formateurs. Il existe quelques formations à la fonction tutorale, encadrées par des formateurs. Elles sont adaptées pour des nouveaux tuteurs, notamment pour une meilleure connaissance des processus de formation. Mais les questions relatives à l'accompagnement des stagiaires sont peu abordées. Ce dispositif ne répond pas au besoin d'émergence d'une culture commune entre acteurs. Par ailleurs, lors de nos échanges, certains tuteurs ont abordé aussi la question de la formation des formateurs, de l'amélioration de leur connaissance des réalités du terrain, de l'évolution du public... A quand un dispositif commun permettant de décloisonner les deux lieux de formation ?



L'apprenant doit être en mesure de relier les fils du système, ceci ne peut se faire que s'il a su et pu donner du sens à ce qui lui a été proposé en fonction de son projet personnel. L'alternance demande au stagiaire de pratiquer une gymnastique intellectuelle complexe. Même si nous tentons de les accompagner dans cette démarche, certains jeunes mettent du temps pour comprendre.

Le lien avec l'Education populaire dans les formations à

l'animation est important. Pas seulement parce que dans trois titres de diplôme il est précisé « éducation populaire

P. MERIEU affirme que « Toute personne n'apprend qu'à partir des questions qu'elle se pose ». Réfléchir à l'accompagnement dans les formations pourrait être une stratégie de développement de la qualité de la formation. Un accompagnement articulé autour du sens des projets communs, du sens que tout individu donne à sa vie personnelle et professionnelle... Un accompagnement partenarial lui aussi.

Béatrice LASSALLE
Formatrice aux CEMEA de Haute-Normandie

Journal " Anim'Acteur "

Responsable de la publication : Régis Balry, directeur territorial
Comité de rédaction : Régis Balry, Lionel Boucher, Anne-Claire Devoge, Vincent Harel, Véronique Leroux, Stéphane Bertrand.

ISSN : 1967-788X
Tirage : 2000 ex.



Nantes 2009 : Rencontres Mondiales du Logiciel Libre

La ville de Nantes accueillera les 10es Rencontres Mondiales du Logiciel Libre, du 7 au 11 juillet 2009, sur le site du Campus du Tertre.

Depuis longtemps investis dans le champ de l'Éducation aux médias, les CEMEA ont fait de l'enjeu du "libre" un axe fort de leur projet associatif. Aussi, ils participent une nouvelle fois à l'organisation de cet événement et plus particulièrement au pilotage et coordination de la thématique « Éducation et Éducation Populaire ». Le volet « Éducation et Éducation populaire » de ces rencontres permet à des animateur-ices, des professeurs, des militant-es/responsables associatifs, institutionnels ou de collectivités territoriales... d'aller à la rencontre notamment de celles et ceux qui imaginent, réfléchissent et développent les logiciels et ressources libres (relatifs à l'enseignement, l'Éducation populaire, l'échanges de savoirs...) mais aussi de celles et ceux qui sont impliqués dans leur utilisation. Il permet également de participer à des ateliers pratiques spécifiques à un public jeune, enfant ou adulte.

Les RMLL sont la combinaison de deux manifestations complémentaires :

- une rencontre de concepteur-ices/développeur-ices/utilisateur-ices venu-es discuter de leurs projets dans une ambiance conviviale
- une manifestation de sensibilisation au logiciel et à la culture libre s'adressant à un large public

Elles regroupent chaque année des milliers de personnes venues de plus de 50 pays répartis sur les cinq continents. Les RMLL sont organisées par une équipe de bénévoles et sont en accès libre et gratuit. Nul besoin d'être un-e spécialiste, ces journées s'adressent à toutes et tous, averti-es ou simples curieu-ses. Comme chaque année, conférences, tables rondes, échanges, présentations et ateliers de pratiques seront proposés aux visiteur-euses durant les 5 journées.

Le programme, en cours d'élaboration, est publié au fur et à mesure sur <http://2009.rml.info>. N'hésitez pas à vous y rendre régulièrement pour vous tenir au fait de l'avancé de l'évènement.

Le thème vous invite à venir découvrir des projets libres ou participer à des ateliers relatifs notamment aux domaines suivants :

- logiciels libres relatifs à l'enseignement, l'éducation populaire
- ressources et logiciels libres d'intérêt éducatif
- ressources et logiciels libres pour les associations
- usages pédagogiques d'outils logiciels libres et de bases de documents sous licences libres
- environnements numériques de travail (ENT)
- mutualisation de productions pédagogiques
- ...

La place des CEMEA Pays de la loire?

Au-delà des aspects politiques, des conférences/débats sur les l'impact politique et éducatif des logiciels libres, les CEMEA Pays de la loire s'impliquent dans cette manifestation:

- dans la coordination du pôle éducation populaire: communication au préalable avec tous les centres de loisirs du départements (il existe une réflexion sur une proposition de minicamps pour les centres les plus lointains...), création de parcours pour les centres, accueil des groupes et des personnes, réflexion sur les espaces pour les enfants non liés à l'informatique....
- proposition d'ateliers, encadrements d'ateliers (autour du cinéma d'animation, logiciels éducatifs, jeux...)
- encadrement d'un stage BAFA 3 logiciel libre (avec en parallèle un stage ados)

Alors vous pouvez être intéressés à plusieurs titres:

- pour y participer directement
- pour être dans la préparation
- parce que je suis animateur/trice ou directeur/trice sur un centre et intéressé par cette manifestation

CONTACTS

CEMEA Pays de la Loire

Nantes, 15 Bis Allée Cdt Charcot, 44000 Nantes, 02.51.86.02.60
Le Mans, 71 Av Yzeux, 72000 Le Mans, 02.43.82.73.08
Angers, 2 rue Joseph Cussonneau, 49000 Angers 02.41.44.31.14
St Hilaire de Riez, BP 71, 85270 St Hilaire de Riez, 02.51.86.02.60

accueil@cemea-pdll.org
www.cemea-pays-de-la-loire.org